

## L'eau, enjeu mondial

► Cet article a été rédigé par Denis Désille, du programme Solidarité Eau (pS-Eau), à partir d'une sélection d'articles tirés des ressources documentaires publiées en page IV. [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

« **D**URANT LES 50 DERNIÈRES ANNÉES, les êtres humains ont modifié les écosystèmes plus rapidement et de manière plus importante que dans n'importe quelle autre période comparable de l'histoire humaine. » Ce constat, établi par le récent *Rapport du millénaire sur les écosystèmes*<sup>1</sup> rappelle l'inconséquence de nos modes de gestion : les milieux et ressources naturels se dégradent. Dans ce palmarès, malheureux et chargé, des ressources appauvries, l'eau figure en bonne place.

Si l'eau est abondante sur la planète, seul 1 % du volume d'eau douce est utilisable par l'homme, soit 0,001 % de toute l'eau disponible sur terre. À l'échelle mondiale, 4 430 km<sup>3</sup> sont prélevés chaque année par l'homme. Le secteur agricole est, de loin, le plus gros consommateur d'eau, avec d'importants écarts selon les régions (50 % des prélèvements sont utilisés à des fins agricoles aux États-Unis, contre 85 % en Afrique et en Asie). Le secteur industriel, second gros consommateur, mobilise 20 % des prélèvements (dont 70 % sont prélevés pour l'électricité, le reste pour l'industrie). La consommation de l'eau pour les besoins domestiques arrive en troisième place avec, là encore, d'importants écarts : les usagers des pays du Nord consommant 10 à 20 fois plus d'eau que les usagers des pays en développement. Pour répondre à ces différents besoins, l'ensemble des prélèvements réalisés ces 50 dernières années a réduit de moitié le volume d'eau disponible

1. Suite à une récente étude conduite par l'Organisation des Nations unies.

pour la consommation humaine. En réponse à la croissance démographique des prochaines années, les besoins en eau pour la consommation humaine et les usages agricoles continueront à accroître considérablement la tension sur la ressource (dans une proportion bien supérieure aux besoins de l'industrie). Le défi à venir est donc celui de l'accès à l'eau potable et de l'approvisionnement alimentaire.

**L'eau et la santé.** Dans les pays du Sud, la pénurie d'infrastructures pour l'accès à l'eau potable et l'évacuation des eaux usées conduit les populations les plus démunies à consommer de l'eau contaminée. En 2000, le nombre de décès dus à des maladies liées à l'eau est estimé à plus de 2 millions. Aujourd'hui, 1,1 milliard de personnes ne disposent pas d'un accès à l'eau potable et 2,4 milliards n'ont pas accès à un système d'assainissement.

**L'eau et l'approvisionnement alimentaire.** C'est dans les pays du Sud, zones de plus forte pression démographique, que se concentreront les plus importantes hausses de la production agricole et des surfaces irriguées. 40 % de la production alimentaire est aujourd'hui assurée par l'agriculture irriguée et les prélèvements en eau pour l'irrigation ont augmenté de 60 % depuis 1960.

Une gestion rationnelle de nos ressources en eau appelle donc à en préserver la qualité et la quantité, tout en mobilisant les financements nécessaires pour permettre l'exploitation de cette ressource, que ce soit à des fins domestiques ou agricoles.

**Engagements internationaux : objectifs réels ou vœux pieux ?** Depuis 30 ans, la succession des rencontres internationales et des engagements des États reflète une prise de conscience réelle de l'urgence des actions à entreprendre pour préserver notre bien vital et commun. Néanmoins, la plupart de ces engagements ont jusqu'à présent peine à trouver une traduction concrète sur le terrain (comme l'a montré le bilan mitigé de la décennie internationale pour l'eau potable et l'assainissement). Faute d'une mobilisation internationale suffisante, les engagements les plus récents pour réduire de moitié d'ici 2015 la population n'ayant pas accès aux services d'eau et d'assainissement ainsi que celle qui souffre de la faim (Johannesburg 2000, New-York 2002), laissent peu d'espoir quant à leur aboutissement.

En 1970, les Nations unies avaient souhaité que l'aide publique au développement atteigne 0,7 % du PNB des pays développés. Seuls cinq pays<sup>2</sup> ont atteint cet objectif. Mais l'aide publique internationale pour le développement n'a cessé de baisser ces dernières années... pour atteindre 0,22 % en 2000.

Qui croit aujourd'hui aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD)? Bien peu de gens, en vérité. Pour preuve, certains proposent que les OMD, hier flambeau de la communauté internationale et de son engagement dans la lutte contre la pauvreté (pas moins de 147 États les ont adoptés), devraient plutôt aujourd'hui être une « référence qui montre publiquement le contraste entre le monde que nous souhaitons et le monde que nous avons »...

**Bons outils et faux débats pour relever le défi de l'eau.** Mais qu'on ne s'y trompe pas : exhorter les pays du Nord à contribuer au financement des infrastructures au Sud est nécessaire, mais loin d'être suffisant. Des principes et modes d'action s'imposent : « bonne gouvernance » des services, formation pour la bonne exploitation des équipements ; participation des usagers et des différents acteurs du secteur, etc. Mais au-delà, une gestion globale de la ressource et de ses différents usages

2. Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède.



doit aujourd'hui être mise en œuvre. C'est à partir de la connaissance des différentes ponctions réalisées sur la ressource, des usages qui sont faits de cette eau prélevée et des volumes ensuite rejetés dans le milieu naturel, que des règles d'usage peuvent être définies pour exploiter la ressource tout en la préservant. Une approche de bon sens, en somme, mais délicate à mettre en œuvre : difficile de parvenir à une vision commune pour des acteurs dont les intérêts divergent. C'est pourtant le pari de la « Gestion intégrée des ressources en eau – Gire », une démarche que prônent aujourd'hui la plupart des partenaires au développement<sup>3</sup>.

Quand certains se soucient de la bonne exploitation de la ressource, d'autres s'interrogent sur « qui » est autorisé, ou non, à l'exploiter. Ainsi en est-il du débat sur la privatisation du service de l'eau potable dans les pays du Sud. À ce jour, seuls 5 % de la population mondiale utilisent un réseau exploité par un opérateur privé. Alors que le marché de l'eau en réseau

3. Cf. ci-dessous.

« 1,1 MILLIARD DE PERSONNES NE  
DISPOSENT PAS D'UN ACCÈS À L'EAU  
POTABLE »

ne progresse que de 1 à 2 % par an, le secteur privé semble de plus en plus frileux pour investir dans les pays en développement et, dans les grands centres urbains, dominant des réseaux peu ou pas renouvelés qui ne parviennent pas à s'étendre pour desservir les zones périphériques. La question de la

privatisation de l'eau au Sud est en réalité marginale et ses pratiques (abusives ou non) sont toujours « autorisées » par un contrat négocié par l'autorité responsable du servi-

ce de l'eau (l'État ou la collectivité). Alors que la population urbaine s'accroît plus vite que les services de base, la question qui se pose aujourd'hui est « Comment mobiliser des fonds (publics et privés) pour accroître l'accès à l'eau ? ». Dans la perspective des OMD, tous les secteurs (public et privé) doivent être mobilisés, « sous réserve que la puissance publique exerce pleinement ses responsabilités sur le contrôle des services et en particulier l'extension des équipements, les tarifs et dispositifs de solidarité pour les plus pauvres ».

L'eau, source de vie et de développement économique, est une ressource

trop sollicitée, trop malmenée, en dehors de toute considération environnementale et durable. La problématique de l'eau s'articule autour de phénomènes complexes qui sont aujourd'hui connus pour la plupart. Les principes de gestion rationnelle, raisonnée et durable sont régulièrement mis sur le devant de la scène lors des rencontres internationales.

Dans un contexte et des perspectives alarmistes et malgré l'insuffisante mobilisation de la communauté internationale, des actions concrètes sont expérimentées sur le terrain. À partir d'initiatives ciblées pour la gestion, la valorisation et l'exploitation agricole de la ressource en eau, ce dossier a l'ambition de livrer un aperçu sur la diversité et les enjeux liés à l'eau, patrimoine collectif. ■

#### QU'EST-CE QUE LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU (GIRE)?

LE RÉSEAU international des organismes de bassin (Riob), lors de son atelier du 20 mars 2000 organisé dans le cadre du forum mondial de l'eau à La Haye (Pays-Bas), définit la gestion intégrée des ressources en eau comme « un outil visant à utiliser durablement l'eau pour répondre aux différents besoins, en permettant à la fois :

- de lutter contre les catastrophes naturelles et les risques d'érosion, d'inondation ou de sécheresse, en prenant en compte gestion de l'eau et de l'espace ;
- de satisfaire de façon fiable les besoins des populations urbaines et rurales en eau potable de qualité, afin d'améliorer l'hygiène et la santé, et de prévenir les grandes épidémies ;
- d'assurer la suffisance agroalimentaire par l'assainissement des terres agricoles et l'irrigation appropriée ;
- de développer de manière harmonieuse l'industrie, la production énergétique, la pratique des loisirs et les transports par voie d'eau ;

- de prévenir et de combattre les pollutions de toutes origines et de toutes natures, afin de préserver les écosystèmes aquatiques, notamment en vue de protéger la faune et d'optimiser la production piscicole pour l'alimentation, de satisfaire les besoins des différents usages et de façon plus générale préserver la biodiversité des milieux aquatiques. »

Pour satisfaire ces objectifs, le Riob recommande :

- l'organisation à l'échelle des grands bassins versants de cette gestion globale des ressources en eau et des milieux, pour viser la satisfaction optimale des besoins légitimes ;
- la participation des autorités locales, de toutes les différentes catégories d'usagers et de la société civile à la définition de la politique de l'eau, au sein notamment de comités de bassin ;
- l'élaboration de schémas directeurs de bassin, fixant les objectifs à moyen et long termes et leur mise en œuvre

- dans le cadre de programmes d'intervention prioritaire quinquennaux ;
- l'instauration de systèmes de financements spécifiques reposant sur les principes « utilisateurs-pollueurs-payeurs », de façon à ce que « l'eau paie l'eau » dans un esprit de solidarité de bassin.

La gestion intégrée des ressources en eau suppose que soient organisés à tous les niveaux pertinents, et notamment pour chaque bassin versant national ou partagé, des systèmes globaux et permanents d'information permettant de mieux connaître l'état en quantité et qualité des ressources et des milieux, les usages qui en sont faits et les pollutions rejetées, ponctuelles ou diffuses.

À cette fin, des capacités d'information et de formation des représentants des autorités locales et des usagers doivent être développées pour leur permettre d'assumer pleinement les responsabilités et missions, qui leur incombent dans le cadre de la politique de bassin. ■

## Ressources documentaires

### 1. Ouvrages

*Les batailles de l'eau. Pour un bien commun de l'humanité.* Mohamed Larbi Bouguerra. Enjeux Planète. Septembre 2003.

*Les enjeux stratégiques de l'eau et les initiatives récentes.* Karel Mayrand, 3 volumes, ministère des relations internationales du Québec, décembre 1999.  
Une introduction à l'état de l'eau sur la planète, le marché, les questions d'accès, etc.

*Les nouvelles politiques de l'eau – enjeux urbains, ruraux, régionaux.* Revue Tiers-Monde, n°166, avril-juin 2001.

La rénovation des politiques de l'eau dans les pays du Sud. Études de cas à Alger, au Nord de l'Inde, au Maroc, au Brésil, en Indonésie, au Mexique et en Afrique.

*Eau.* M. Camdessus, B. Badré, I. Chéret, P.F. Ténière-Buchot, Robert Laffont, 2004. Par des membres du groupe de travail mondial sur le financement des infrastructures de l'eau, cet ouvrage plaide pour une relance de l'investissement privé dans le secteur.

*La bataille de l'eau.* Roger Cans. Éditions du Monde, 1994. Tirage épuisé.

*Eau : encadrer les partenariats public-privé.* Les notes de l'Iddri. Coordination : Thierry Giordano. 2003. 44 pages.

*Atlas mondial de l'eau, une pénurie annoncée.* Salif Diop, Philippe Rekacewicz, Emmanuelle Rivière. Éditions Autrement, 2003, 60 pages, 13 €. Avec plus de 45 cartes et graphiques, cet atlas présente un panorama des ressources mondiales en eau douce et marine. Le sommet de Johannesburg a révélé au public l'importance des questions liées à la gestion de l'eau, et cet ouvrage se propose d'y répondre.

*L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie, rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau.* Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, Unesco, mars 2003, 576 pages, 49,95 USD.

Le rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) est une étude périodique qui donne une image exhaustive de l'état des ressources mondiales en eau. Il vise à permettre la formulation de politiques pour le développement et l'utilisation durable de nos ressources en eau douce. [www.unesco.org/water/wwap/](http://www.unesco.org/water/wwap/)

Le rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) est une étude périodique qui donne une image exhaustive de l'état des ressources mondiales en eau. Il vise à permettre la formulation de politiques pour le développement et l'utilisation durable de nos ressources en eau douce. [www.unesco.org/water/wwap/](http://www.unesco.org/water/wwap/)

### 2. Textes

*Eau et développement durable : Être ou paraître ?* Association 4D (dossiers et débats pour le développement durable). [www.association4d.org](http://www.association4d.org)

*L'eau, des ressources et des hommes. Paroles d'acteurs* (Water, Resources and People. Key Players' views). L'Agence française de développement, partenaire du développement durable. 35 pages.

*Note sectorielle sur l'eau, rapport de première phase, préparation du comité interministériel de la coopération internationale et du développement du ministère français des Affaires étrangères (Cicid)* de juillet 2004.

*Le problème des objectifs du millénaire pour le développement : Confronter les attentes de l'aide et les succès du développement.* Michael A. Clemens, Charles J. Kenny et Todd J. Moss, *Working Paper 40, Center for Global Development.*

### 3. Dans les revues

*Eau, inventer la coopération internationale,* Courrier de la planète, n°70, 2002.

Dossier « Eau pour tous : L'état d'urgence » dans la revue *Pour* du groupe de recherche pour l'éducation et la prospective numéro 185, mars 2005. 20 euros à commander au [grep.pour@wanadoo.fr](mailto:grep.pour@wanadoo.fr)  
Tél. : +33 (0)1 55 33 10 40  
Fax : +33 (0)1 55 33 10 41

Dossier « La Guerre de l'eau aura-t-elle lieu ? » dans *Alternatives internationales* février 2005 numéro 21.

Dossier : « Main basse sur l'eau des villes » dans *Le Monde diplomatique* mars 2005.

Les ressources disponibles sur internet sont indiquées en page XVI du présent dossier.

*Le 3 mars 2005, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a confirmé l'évidence : les subventions américaines sur le coton sont illégales*

Les États-Unis devront éliminer leurs subventions à l'exportation d'ici au 1er juillet 2005. Passé ce délai, le Brésil, plaignant, pourra procéder à des rétorsions commerciales à leur encontre. Les quatre pays africains n'ayant pas porté plainte, en grande partie à cause du coût de la procédure, ne tireront bénéfice de cette décision que si elle aboutit à l'adoption de nouvelles règles au sein des accords multilatéraux de l'OMC.

*Le second numéro de La Calebasse, le bulletin de liaison des membres de l'Inter-réseaux Sénégal sort fin mars 2005*

Il comportera un dossier consacré à la maîtrise de l'eau avec des articles sur la concurrence en matière d'accès à l'eau entre eau agricole et approvisionnement en eau potable de la ville de Dakar. Il y sera également question de la loi d'orientation agro-sylvopastorale, analysée par les membres d'Inter-réseaux Sénégal de la région de Tambacounda et confrontée à leurs réalités lors de leur 2e atelier qui s'est tenu en octobre 2004. Pour obtenir *La Calebasse*, contacter Daouda Diagne : [daouda.diagne@sentoo.sn](mailto:daouda.diagne@sentoo.sn)

*Les consommateurs américains peu informés sur les organismes génétiquement modifiés (OGM)*

Selon une étude du Food Policy Institute (États-Unis), 69 % des Américains ignorent consommer des OGM et seulement 48 % savent que des produits génétiquement modifiés sont commercialisés aux États-Unis. Au final, 27 % seulement se déclarent favorable à l'utilisation des OGM, 23 % sont contre et 49 % ne se prononcent pas. Source : Inf'OGM, février 2005, [www.infogm.org](http://www.infogm.org)

*Grippe aviaire en Asie : quels risques pour l'Afrique ?*

La grippe aviaire qui sévit dans le sud-est asiatique depuis fin 2003 provoque presque 100% de mortalité chez les poulets. Le virus peut contaminer l'homme. Au moins 55 cas ont été recensés au Vietnam et en Thaïlande, avec un taux de mortalité très élevé. Sur le continent africain, seul l'Afrique du Sud a enregistré une forme atténuée du virus qui frappe les élevages d'autruches, obligeant l'abattage de milliers d'animaux et l'arrêt des exportations vers l'Europe. Au niveau humain, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) craint le développement d'une épidémie mondiale.